

LETTRE D'INFORMATION

Bulletin d'information mensuel de Sylviane NOËL, Sénatrice de la Haute-Savoie



GENS DU VOYAGE: NOUS AVONS SOLlicité UNE AUDIENCE AUPRÈS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR !

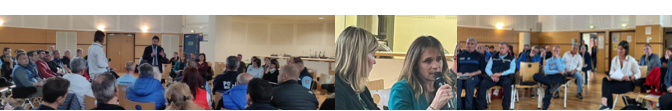
A mon initiative, aux côtés de mes collègues parlementaires Loïc HERVE, Cyril PELLEVAT, Antoine ARMAND, Virginie DUBY-MULLER, Christelle PETEX-LEVET et Anne-Cécile VIOLLAND, nous avons réclamé de toute urgence une audience auprès de Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, pour trouver très rapidement des réponses aux occupations illicites de gens du voyage dans notre département. En effet, à l'aube de la saison estivale, nous craignons que notre territoire se retrouve à nouveau confronté aux difficultés importantes vécues par de nombreuses communes face aux occupations illicites à répétition des gens du voyage ou d'individus se revendiquant comme tels.

Excédés par les nuisances et les dégradations répétées, certains de nos concitoyens, chefs d'entreprise, agriculteurs ou simples riverains de ces campements n'hésitent plus à se faire justice eux-mêmes face à une réponse judiciaire qu'ils qualifient de laxiste ou inefficace.

Lors d'une réunion avec les acteurs économiques de l'agglomération d'Annemasse sur les installations illicites des gens du voyage qui s'est tenue le 24 avril dernier à laquelle Virginie DUBY-MULLER et moi-même avons participé, nous avons une fois de plus constaté que l'exaspération, la colère et la détresse sont à leur comble face à ces phénomènes à répétition. Sans une réponse forte de l'Etat face à cette problématique que nous subissons depuis tant d'années, nous redoutons un drame !

Une évolution législative est aujourd'hui la seule solution pour réformer la loi Besson qui montre chaque jour un peu plus ses failles et ses carences. Nous devons donner aux maires ainsi qu'aux Préfets, les moyens de lutter plus efficacement contre ces comportements inacceptables.

Lors de sa venue à Vulbens au mois de février dernier, face aux nombreux témoignages de Maires et élus présents, le Ministre avait reconnu que ce sujet était grave et nécessitait des actes forts. Il est donc urgent d'allier maintenant la parole aux actes ! Retrouvez [au lien suivant](#) l'intégralité du courrier adressé en ce sens au Ministre.



ADOPTION DE MON AMENDEMENT À LA PPL FERME FRANCE

Très heureuse de l'adoption de mon amendement à la proposition de loi Ferme France de mon collègue Sénateur Laurent Duplomb, visant à intégrer la souveraineté alimentaire à la liste des intérêts fondamentaux de la Nation.

À la lumière de la crise liée au Covid-19, qui a mis au jour la vulnérabilité de nos approvisionnements en de nombreux domaines, il est apparu avec une évidence renouvelée, dans l'opinion publique et dans l'action des pouvoirs publics, que la souveraineté alimentaire figurait bien au nombre de ces intérêts fondamentaux de la Nation. Pour autant, à ce jour, cette notion de « souveraineté alimentaire » n'est consacrée dans aucun code, ni dans aucune loi. Cet amendement propose de corriger cette anomalie en donnant enfin toute sa portée à ce principe. Il permet ainsi de resituer la recherche de compétitivité, érigée en priorité par la présente proposition de loi, comme un moyen parmi d'autres d'atteindre la souveraineté alimentaire. Retrouvez le texte de cet amendement [au lien suivant](#).

APPORTS DU SÉNAT À LA PROPOSITION DE LOI ZÉRO ARTIFICIALISATION NETTE

Vous êtes nombreux, depuis l'adoption de la loi Climat-résilience en 2021, à m'alerter sur les difficultés que pose l'application de l'objectif « Zéro artificialisation nette » (ZAN) pour votre commune. Après un riche travail d'auditions, le Sénat a initié et adopté le 16/03/2023, une proposition de loi, rapportée par le Sénateur Jean-Baptiste BLANC, qui pourrait prochainement être inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Elle comprend de puissants leviers visant à faciliter l'application du ZAN dans nos communes en :

- favorisant le dialogue territorial et en renforçant la gouvernance décentralisée du ZAN (inscription dans la loi de la non-normativité du SRADDET afin que les communes puissent rester les seules autorités décisionnaires en matière de territorialisation du ZAN).
- accompagnant mieux les projets structurants de demain (vote du principe d'un « compté à part » pour les grands projets nationaux, qui seraient imputés à l'Etat et non aux communes pour leur enveloppe ZAN).
- ayant une enveloppe nationale qui comprenne le périmètre le plus large possible en termes d'hectares pour la mutualisation des grands projets,
- prenant davantage en compte les spécificités locales et en actant le principe d'un droit, pour chaque commune, à artificialiser au moins 1 hectare de son sol (pour toutes les communes soumises ou non au RNU).
- inscrivant dans la loi le principe selon lequel les jardins particuliers et les surfaces occupées par des constructions, installations et aménagements nécessaires à l'exploitation agricole soient comptabilisés comme non-artificialisés.

Enfin, le Sénat a voté une mesure qui consiste à créer des périmètres de densification et de recyclage fonciers, au sein desquels la densification ne serait pas comptabilisée comme de l'artificialisation.

#SÉNATRICE SUR LE TERRAIN, À VOTRE ÉCOUTE!

EN BREF!

RÉINTÉGRATION DES SOIGNANTS NON VACCINÉS CONTRE LA COVID 19 : IL FAUT ALLER PLUS LOIN !

- Cérémonies commémoratives du 8 mai 1945 à Eteaux, Seyssel, et Saint Julien en Genevois. "Les souvenirs sont nos forces. Quand la nuit essaie de revenir, il faut allumer les grandes dates, comme on allume des flambeaux." Victor Hugo".



- Grand plaisir d'accueillir au Sénat les élèves du collège Camille Claudel de Marignier, accompagnés par Franz Lebay. Un beau moment d'échange et d'émerveillement comme toujours !



- Avec mes collègues Sénateurs Cyril Pellevat et Loïc Hervé, nous étions très heureux et fiers de faire découvrir le Palais du Luxembourg aux élus des communes d'Allonzier-la-Caille, Cuvat et Villy-le-Pelloux, désireux de mieux se familiariser avec cette institution qui est un véritable joyau de notre patrimoine.



- Restitution du voyage citoyen à Paris du Syndicat Intercommunal Sciez Anthy Margencel (SISAM), avec un retour de la visite du Sénat et de la cérémonie de ravivage de la flamme sous l'Arc de Triomphe. Un grand bravo à l'ensemble des élus du SISAM et des enseignants qui s'investissent sans compter dans l'organisation de cette formidable expérience citoyenne.



Me contacter



Même si le chemin est encore long avant son adoption définitive, je salue l'adoption en première lecture par l'Assemblée Nationale, d'une proposition de loi visant à supprimer - et non à simplement suspendre - l'obligation vaccinale des soignants non vaccinés contre la COVID 19. Cette cause, pour laquelle je me bats depuis si longtemps et que j'avais réclamé il y a déjà un an à travers ma proposition de loi, représente une première belle victoire symbolique.

Il aura ainsi fallu attendre 21 mois avant que la suppression de l'obligation vaccinale et que leur réintégration soit enfin envisagée ! Une obligation levée depuis longtemps par tous les pays du monde et qui perdurait alors même que 80% des soignants encore en exercice n'ont pas réalisé leur rappel de vaccination.

J'appelle maintenant de mes vœux l'adoption sans réserve de cette proposition de loi par le Sénat pour permettre la suppression définitive et non simplement la levée provisoire de cette obligation vaccinale comme le Gouvernement l'envisage. Une simple levée signifierait en effet que le Gouvernement pourrait la réactiver comme bon lui semble, ce qui n'est pas acceptable. Compte tenu des conséquences très lourdes qu'une telle mesure implique, ce sera au législateur de se prononcer si les circonstances l'exigent ! Il est temps que les députés et les sénateurs se réapproprient leur rôle et ne laissent pas tout pouvoir au Gouvernement et à la haute administration, surtout lorsqu'il s'agit de libertés fondamentales. Retrouvez mon interview dans le Dauphiné Libéré [ici](#).

REMISE DE L'HONORARIAT À MARIE-ANTOINETTE METRAL



Le 6 mai dernier, la conseillère départementale du canton de Cluses, Madame Marie Antoinette Metral a été mise à l'honneur par son successeur Eric Missillier et l'ensemble de l'équipe municipale à travers la remise du titre de Maire honoraire.

Une distinction amplement méritée après ses 3 mandats de Maire de Saint-Sigismond durant lesquels elle s'est pleinement investie pour son village à travers de nombreux investissements structurants pour son avenir : confortement du réseau d'eau potable et d'assainissement, réalisation de logements sociaux, aménagement du centre bourg, construction de l'école... Toutes mes félicitations !

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES COMMUNES FORESTIÈRES DE HAUTE-SAOIE

L'assemblée générale des communes forestières de Haute-Savoie s'est tenue à Fillière le vendredi 5 mai et a donné lieu à de riches échanges. De nombreuses thématiques ont ainsi été abordées : protection contre les risques naturels, puits de carbone, bois énergie, vulnérabilité face aux incendies, purification des nappes phréatiques, amplification de la sécheresse et des attaques parasitaires (scolytes)... : nos forêts sont au cœur de nombreux enjeux. Prenons en soin !



A LA RÉGION

• Signature des contrats -Région dans le Chablais

Le 12 mai dernier, les contrats Région pour Thonon Agglomération, la Communauté de communes pays d'Evian - vallée d'Abondance et la Communauté de Communes du Haut Chablais, ont été signés en présence de Philippe Meunier, vice-président à l'aménagement du territoire, et sur l'invitation de mes collègues Florence Duvand et Serge Delsante. Cela représente une somme de plus de 8 millions d'euros qui sont investis par la Région Auvergne-Rhône-Alpes en soutien à toutes les communes de ce territoire !



Permanence Parlementaire - 16, place de l'Hôtel de Ville - 74 800 La Roche-sur-Foron

Téléphone: 04.50.25.18.10 - s.noel@senat.fr - www.sylvianoel.fr - www.senat.fr